

PRÉSENTS PUR LE FUTUR

Dialogue sur l'avenir
des déchets radioactifs.

RAPPORT
Tour de Belgique

Processus participatif
avec des organisations
de la société civile



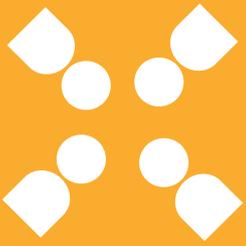
Fondation
Roi Baudouin

Agir ensemble pour une société meilleure



PRÉSENTS POUR LE FUTUR

Dialogue sur l'avenir
des déchets radioactifs.



Contenu

Qu'est-ce que 'Présents pour le futur' ?	5
Un large débat sociétal sur l'avenir des déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie	5
Objectifs concrets	6
Cinq thèmes de discussion	6
Cinq parcours participatifs	7
Un rapport global et un forum pour les parties prenantes	8
Accompagné par ...	9
Tour de Belgique	11
La mise sur pied et le soutien du Tour	11
Le Tour de Belgique en pratique	11
Résultats du Tour de Belgique	13
THÈME : Comment et avec qui décider – gouvernance	13
THÈME : National ou international	16
THÈME : Choix du site	17
THÈME : Quand prendre la décision définitive ? ... au sujet de la réversibilité des décisions et de la récupérabilité des déchets	18
THÈME : Qui paie quoi ? – Financement	19

Praat mee
over de
toekomst
van
radioactief
afval

ACCUEIL
WELKOM
→



**NU
VOR
MORGEN**

Dialogoog over de toekomst
van radioactief afval.



Qu'est-ce que 'Présents pour le futur' ?

Un large débat sociétal sur l'avenir des déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie

Le gouvernement fédéral a décidé en octobre 2022 d'enfouir les déchets belges de haute radioactivité et de longue durée de vie dans une installation de stockage en profondeur sur le territoire belge. Cette décision n'est pas tombée du ciel : cela fait longtemps que des scientifiques, des experts, l'Union européenne, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'autres pays indiquent que le stockage en profondeur est la destination finale la plus sûre et la plus réaliste pour ces déchets.

D'un autre côté, décider de la gestion des déchets radioactifs sur une période d'un million d'années est un défi complexe. Il y a encore beaucoup d'incertitudes ainsi qu'une grande inquiétude dans la société. Dans quelle mesure pouvons-nous d'ailleurs prendre aujourd'hui des décisions pour quelque chose qui va avoir un impact dans un avenir très lointain ? Un avenir où les générations vont se succéder, où des frontières nationales vont évoluer, où de nouvelles technologies vont apparaître et disparaître, où des rapports de pouvoir vont se modifier, où des guerres vont être menées, où le climat va changer, etc.

En fin de compte, les gouvernements successifs devront poursuivre, dans les décennies à venir, l'élaboration de la politique en matière de déchets radioactifs. Pour pouvoir bien le faire, il faut comprendre quels sont les intérêts, les arguments et les idées qui ont cours dans la société. Et même plus encore : il faut un dialogue large et partagé sur ces intérêts, sur les arguments en jeu et sur les idées qui sont avancées.

QUI EST LA FONDATION ROI BAUDOIN (FRB) ?

Fondation indépendante et pluraliste d'utilité publique, la Fondation Roi Baudouin œuvre depuis plus de quarante ans pour une société meilleure.

Elle est un acteur de changement et d'innovation au service de l'intérêt général et de la cohésion sociale. Pour avoir déjà organisé de nombreuses consultations citoyennes, elle possède non seulement l'expertise pour donner forme à de tels débats, mais elle est aussi garante de la neutralité et de l'objectivité tout au long du processus de concertation et de dialogue.

Ce n'est que si on donne l'occasion de mener ce dialogue qu'il sera possible de prendre des décisions correctes sur la gestion à long terme des déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie.

Une première étape dans ce dialogue est le débat sociétal 'Présents pour le futur', lancé en avril 2023, qui est organisé par la Fondation Roi Baudouin (FRB) à la demande de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF). 'Présents pour le futur' est la première phase de ce qui deviendra sans doute un long processus participatif.

**PRÉSENTS
POUR
LE FUTUR**

Dialogue sur l'avenir
des déchets radioactifs.



Objectifs concrets

Les objectifs de 'Présents pour le futur' sont de trois ordres :

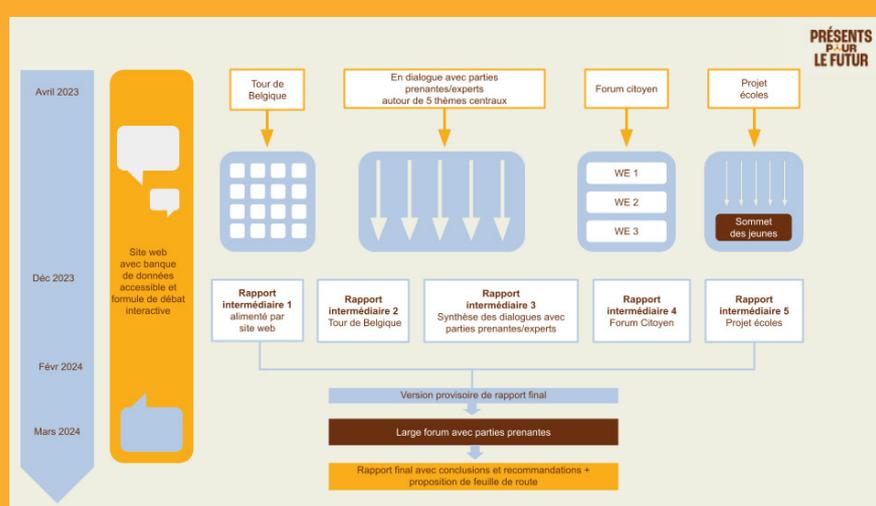
1. Confirmer ou non qu'en Belgique nous choisissons d'enfouir les déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie dans un stockage géologique en profondeur, éventuellement avec des variantes tels qu'un stockage sur plusieurs sites, adapté aux différentes catégories de déchets, la recherche d'une solution internationale...
2. Faire des recommandations pour la politique nationale, c'est-à-dire établir la feuille de route destinée à alimenter des arrêtés royaux supplémentaires. Dans quel ordre et sur quelles questions les processus décisionnels doivent-ils être menés ?
3. Susciter en Belgique une large prise de conscience par la société de la question de 'l'origine et la gestion des déchets radioactifs', en combinant cela avec une amélioration des connaissances à ce sujet. Cette sensibilisation vise à rendre la société plus consciente de la nécessité de la gestion à long terme des déchets radioactifs, y compris par une connaissance du rôle des acteurs.

Cinq thèmes de discussion

Cinq thèmes de discussion étaient mis sur la table afin de structurer et de fluidifier le débat :

1. **Comment et avec qui décider ?** (question de la gouvernance)
2. **Quand prendre la décision définitive ?** (question de la réversibilité, de la récupérabilité et des nouvelles technologies)
3. **Comment choisir le site ?**
4. **Qui paie quoi ?**
5. **Comment gérer les aspects internationaux ?**

Ces cinq thèmes centraux ont été approfondis au début du processus lors d'un atelier de lancement qui a réuni des représentants d'acteurs institutionnels et des universitaires, spécialisés dans le domaine.



Cinq parcours participatifs

Cinq parcours participatifs ont été mis sur pied, parce qu'il est important d'entendre toutes les voix dans ce débat. Chacun de ces parcours fait l'objet d'un rapport, qui est publié sur le site internet et qui constitue une des bases du rapport final :

Rapport
Le Tour de Belgique

1. **Le Tour de Belgique** – Les organisations, les associations ou les groupes qui voulaient discuter entre eux de la gestion des déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie ont pu s'inscrire au Tour de Belgique. Ils ont reçu du matériel d'information et de discussion et des méthodologies pour débattre en petits, moyens ou grands groupes. Ou ils ont même pu faire appel à l'un des facilitateurs professionnels de 'Présents pour le futur'.

Rapport
Le Forum citoyen

2. **Le Forum citoyen** – Un groupe de 27 citoyens s'est réuni pendant trois week-ends, à l'automne 2023, pour débattre de l'avenir des déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie. Ils ont émis des idées, discuté entre eux, ont appris les uns des autres, ont échangé avec des experts et des parties prenantes et ont rédigé leurs recommandations lors du troisième week-end.

Rapport
Le Projet Écoles avec le Sommet des Jeunes

3. **Le Projet Écoles avec le Sommet des Jeunes** – Ce thème se prête parfaitement à une approche transversale dans les cours de science et d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté. Un module pédagogique détaillé a été mis au point pour le 3^e degré de l'enseignement secondaire. Des élèves de toute la Belgique ont écrit leurs conclusions et leurs recommandations. Des délégations des différentes classes se sont retrouvées le 18 novembre 2023 à Bruxelles pour le Sommet des Jeunes. Les participants ont mis ensemble leurs conclusions et ont rédigé des recommandations encore plus fortes.

Rapport
Les affirmations sur le site internet

4. **Les affirmations sur le site internet** – Dix affirmations tranchées invitaient les visiteurs du site internet à donner leur avis. Des centaines d'entre eux ont relevé le défi. Leurs arguments ont été contrés par d'autres ou au contraire renforcés. Ces échanges ont aussi été résumés dans un rapport.

Rapport
En discussion avec...

5. **En discussion avec...** – Plus de 30 experts belges et étrangers (ingénieurs, géologues, éthiciens, politologues, économistes...) d'horizons divers se sont entretenus avec nous. Un compte rendu de chaque interview a été publié sur le site internet et les principaux enseignements ont été résumés dans des synthèses thématiques, qui seront aussi réunies dans un rapport.

Un rapport global et un forum pour les parties prenantes

Ces parcours livreront une mine d'informations, qui seront d'abord résumées dans cinq rapports de synthèse intermédiaires. Ce matériel sera rassemblé dans un rapport final qui servira de base en février 2024 à un dernier forum de deux jours pour les parties prenantes, où ce rapport fera l'objet d'une phase de validation finale.

Rapport final

Au cours de ce forum, nous réunirons une nouvelle fois toutes les parties concernées par ce débat : les représentants d'acteurs institutionnels et les universitaires qui étaient présents à l'atelier de lancement du débat sociétal, les experts interviewés, quelques jeunes délégués par le Sommet des Jeunes et quelques citoyens délégués par le Forum citoyen. Les membres du Comité scientifique d'avis et du Comité de pilotage participeront aussi à ce forum.

Sur la base du projet de rapport final, nous travaillerons avec ce groupe d'environ 40 à 50 participants à un 'policy summary' : quels sont – dans cet ensemble d'idées, de recommandations et de suggestions – les aspects essentiels pour la politique belge en matière de gestion des déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie ? Qu'est-ce que le pouvoir politique doit certainement prendre en compte ? Comment les différents éléments sont-ils liés entre eux et qu'est-ce que cela signifie pour la feuille de route des décisions à prendre ?

Après ce forum pour les parties prenantes, nous prévoyons un autre événement en mars ou en avril 2024, au cours duquel les résultats du débat sociétal seront présentés aux décideurs politiques, à la presse et au grand public. Bien entendu, tous ces résultats seront également publiés de manière transparente sur le site web presentspourlefutur.be.



Accompagné par ...

Le débat sociétal Présents pour le Futur a été organisé par la Fondation Roi Baudouin et a été accompagné par :

Un Comité scientifique d'avis sous la présidence de

Catherine Fallon, professeur à l'ULiège, Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie, Département de science politique

Composé de :

- Alain Dassargues – professeur à l'ULiège, Faculté des Sciences appliquées, Hydrogéologie & Géologie de l'environnement
- Luc Dufresne – Secrétaire général honoraire de la Banque nationale de Belgique et ancien président de la Commission des Provisions nucléaires
- Frank Deconinck – professeur émérite VUB, Medical Physics
- Véronique Halloin – secrétaire générale F.R.S.-FNRS
- Sofie Mariën – professeur à la KU Leuven, Comparative and Historical Political Science, Centrum voor Politicologie

Un Comité de pilotage sous la présidence de

Gerrit Rauws, directeur à la Fondation Roi Baudouin

- Composé de :
- Carl Malbrain, cellule politique ministre Tinne Van der Straeten et commissaire du gouvernement ONDRAF/NIRAS
- Nancy Mahieu, directrice générale de la Direction générale Énergie, SPF Économie.
- Frank Hardeman, directeur général de l'AFNC/FANC
- Alex Reuter, cellule politique vice-premier ministre Pierre-Yves Dermagne et commissaire du gouvernement ONDRAF/NIRAS
- Catherine Fallon, présidente du Comité scientifique d'avis
- Marc Demarche, directeur général de l'ONDRAF/NIRAS
- Brigitte Duvieusart, Fondation Roi Baudouin
- Sofie Marien, professeur à la KU Leuven, Comparative and Historical Political Science, Centrum voor Politicologie

Du point de vue qualitatif, le débat sociétal a aussi fait l'objet d'un suivi scientifique assuré par le prof. Sofie Marien, KU Leuven, Comparative and Historical Political Science, Centrum voor Politicologie, et le prof. Jean-Benoît Pilet, ULB, Département de Science politique. Leur rapport sera également publié sur le site internet de 'Présents pour le futur'.



Tour de Belgique

Tour de Belgique

La mise sur pied et le soutien du Tour

Le Tour de Belgique s'inspire d'une idée relativement simple : rendre la participation à 'Présents pour le futur' aussi accessible que possible. Dès la phase préparatoire, mais certainement aussi au travers de notre campagne médiatique de communication et de notre site web, nous nous sommes efforcés d'inciter le maximum d'organisations et de parties concernées à organiser des moments débats en présentiel dans leurs propres cercles.

Le caractère 'accessible' de la démarche résidait dans le fait que nous leur demandions simplement de planifier un moment, de motiver des participants (leurs membres, sympathisants, réseau...) et de prévoir un local, le cas échéant avec un peu d'encadrement (matériel de projection, installation audio en fonction du nombre de participants prévus, éventuellement une boisson).

L'équipe de 'Présents pour le futur' se chargeait de tout le reste : fournir un format de débat et du matériel d'information, envoyer un animateur sur place et enregistrer les résultats en vue d'un traitement ultérieur. Nous avons toujours assuré un accompagnement dans la langue parlée par l'organisation ou le public cible concerné.

Nous avons mis au point une série de formats de débat adaptés à la taille du groupe et à ses intérêts :

- **table de discussion pour moins de 15 participants**
- **jeu de positions pour 15 à 30 participants**
- **café-débat (world café) pour 15 à 150 participants.**

En plus, nous avons fourni des manuels d'utilisation très conviviaux, disponibles sur notre site web, une brochure d'information et une présentation introductive avec vidéo. Les organisations qui ne voulaient pas faire appel à notre assistance sur place pouvaient ainsi concevoir leur propre débat ou moment de dialogue et nous envoyer le résultat par la suite.

Le Tour de Belgique en pratique

Une limite de temps, qui pouvait aller de 90 minutes à trois heures selon la durée prévue par les organisateurs locaux, était prévue lors de la plupart des événements. Dans la limite du temps imparti et selon le format utilisé, les participants ont eu l'occasion de s'exprimer sur deux ou trois sujets, très rarement sur tous les sujets. Le choix des thèmes de discussion a été décidé localement d'un commun accord, en fonction de l'intérêt ou de 'l'envie'.

Grâce au Tour de Belgique, nous espérions en principe impliquer un très grand nombre de personnes dans 'Présents pour le futur'. Mais dès le départ, nous avons senti que tout dépendrait de l'implication du secteur des organisations de la société civile. Nous avons eu recours à une vaste campagne de communication, à un appel à l'action sur le site web et à des mailings directs pour cibler un très large groupe de ces organisations : non seulement des acteurs 'évidents' (tels que les partenariats à Mol et Dessel, les organisations de protection de l'environnement...), mais aussi plus largement et dans la mesure du possible, des organisations du domaine socioculturel, des initiatives citoyennes et des groupes d'action, et en particulier des associations d'étudiants d'universités et d'écoles supérieures.

Nous espérons ainsi impliquer activement 750 personnes dans le vaste débat public sur l'avenir de nos déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie. Malgré une communication très ciblée et répétée (par exemple auprès des bourgmestres des communes nucléaires, des cercles d'étudiants et d'anciens étudiants des écoles d'ingénieurs...), nous n'avons pas atteint cet objectif. Plusieurs fois (à six reprises), des événements prévus ont dû être annulés en raison d'un nombre insuffisant d'inscriptions ou d'un manque d'intérêt. Finalement, nous avons touché 413 participants lors de 9 réunions qui ont rassemblé chacune entre 6 et 125 participants.

Comment lire ce rapport

Ce rapport rassemble les résultats qui ont émergé lors des événements organisés dans le cadre du Tour de Belgique et qui, avec les résultats des autres processus participatifs, alimentent le rapport final global.

Nous avons recensé 175 idées, messages clés, avis ou recommandations sur l'ensemble des cinq thèmes. Certains sont résumés en un seul mot, d'autres sont expliqués et argumentés de manière détaillée. Les résultats sont présentés thème par thème. L'ordre des thèmes est aléatoire et n'implique pas d'ordre de priorité.

Résultats du Tour de Belgique

Comment
et avec qui
décider?

THÈME : Comment et avec qui décider – gouvernance

Que faut-il décider, quand et sur quelle base ? Quels acteurs doivent être consultés lors de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des décisions ? Ce thème est centré sur la (bonne) gouvernance. Il est d'une importance essentielle pour la gestion à long terme des déchets radioactifs étant donné que les décisions que nous devons prendre maintenant auront un impact sur les générations futures, et ce dans un avenir très lointain (jusqu'à 1 million d'années). Cherchons-nous à éviter que les générations futures doivent supporter le poids des déchets que nous avons produits ou voulons-nous au contraire leur laisser la liberté de pouvoir choisir plus tard d'autres options si elles leur paraissent meilleures ?

Reporter la décision, une option pour une petite minorité seulement

De nombreuses tables de discussion émettent des incertitudes et des doutes quant à la sécurité et à l'opportunité du stockage en couches géologiques profondes comme solution ultime pour nos déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie. Pourtant, seule une petite minorité estime qu'il faut faire une pause dans l'actuel processus décisionnel. Ce groupe fonde sa position sur le sentiment, et parfois la conviction, que de meilleures solutions seront trouvées à l'avenir. Cependant, il est important de noter que la demande d'un report de la décision n'est pas largement soutenue.

La majorité souligne l'importance de prendre nos responsabilités maintenant. Elle estime qu'il ne faut pas faire peser sur les générations futures le poids des problèmes que nous avons créés. Ce point de vue n'exclut pas la possibilité de développements technologiques futurs, mais insiste sur l'importance de prendre des décisions qui garantissent une flexibilité suffisante. Les générations futures conserveront ainsi la possibilité de choisir d'autres options si elles se présentent, si la solution retenue s'avère être moins sûre que ce que nous pensons aujourd'hui ou si la société accorde la préférence à d'autres alternatives (voir également plus loin la discussion sur le sous-thème de la réversibilité).

Maintenir les options ouvertes en parallèle

Certains participants reconnaissent les défis auxquels font face les décideurs politiques lorsqu'il s'agit de prendre des décisions capitales concernant les déchets radioactifs. Ils recommandent de conserver à ce stade plusieurs options ouvertes et de les évaluer en profondeur par rapport à des aspects tels que la sécurité, l'efficacité financière et l'impact sur l'environnement, la santé publique et la biodiversité.

Ces suggestions prennent parfois des formes concrètes, comme l'exploration d'une solution internationale parallèlement aux options nationales, la prolongation des possibilités d'entreposage temporaire pour des catégories spécifiques de déchets et l'élaboration de plusieurs scénarios de conception du stockage. Poursuivre l'étude des possibilités de recyclage est également une option évoquée à plusieurs reprises.

Qui doit participer au processus décisionnel ?

Un participant à une des tables rondes à Liège a cité un extrait de l'ancien droit civil romain : 'Quod omnes tangit ab omnibus tractari et approbari debet' ('ce qui concerne tout le monde doit être discuté et approuvé par tout le monde'), soulignant ainsi l'importance de la participation des citoyens au processus décisionnel. Plusieurs autres tables ont confirmé la vision selon laquelle la gestion à long terme des déchets radioactifs était une question d'intérêt public et que l'implication de tous était essentielle pour ne pas saper la démocratie. Les citoyens peuvent en effet contribuer au débat en apportant des idées et des points de vue précieux. Par ailleurs, il est crucial d'impliquer les jeunes et les générations futures, car en fin de compte ce sont eux qui trancheront la question de la réalisation du stockage géologique. On suggère même que les citoyens soient consultés périodiquement, notamment sur les questions éthiques qui affectent la société et pour lesquelles l'avis de la population est indispensable pour pouvoir prendre des décisions bien réfléchies.

À cela s'oppose le point de vue exprimé à certaines tables, selon lequel l'implication des citoyens dans le processus décisionnel pourrait conduire à faire des choix dangereux, en raison de leur incompétence supposée en matière de gestion à long terme des déchets radioactifs. On prétend également que les non-spécialistes s'intéressent peu aux questions nucléaires ou sont incapables de voir plus loin que leurs propres intérêts ou leur horizon temporel. Ces tables privilégient donc des décisions prises par des spécialistes et des experts, guidés par une argumentation scientifique. Elles plaident cependant pour une communication claire envers le grand public sur les solutions retenues.

Mais un certain nombre de participants soulignent que les décisions relatives à la gestion des déchets radioactifs devraient autant que possible résulter d'un consensus entre les scientifiques et les citoyens, avec un équilibre clair entre les possibilités techniques et les attentes de la société.

Il est frappant de constater qu'on ne se réfère pratiquement jamais aux mandataires politiques et aux parlementaires comme étant les moteurs du processus décisionnel. On a même affirmé à une table de discussion qu'une représentation parlementaire n'était pas souhaitable. Seule une table a abordé plus en détail le rôle des décideurs politiques.

Cette table suggère que les autorités politiques fondent leurs décisions en matière de gestion à long terme des déchets radioactifs sur des considérations minutieuses, indépendamment des cycles électoraux, et qu'elles les inscrivent dans la législation. Il s'agit d'éviter l'inefficacité qui résulte de changements de choix stratégiques motivés par une politique à court terme, lorsque les acteurs politiques cherchent à éviter l'opposition du public et se concentrent avant tout sur leur réélection.

Un déséquilibre de connaissances

Les participants ont souvent noté que des obstacles entravent fortement la participation du grand public (mais aussi des responsables politiques) au processus décisionnel. Comme l'a dit un groupe de discussion : 'Les experts et les scientifiques ont le monopole des connaissances sur la gestion des déchets radioactifs et peuvent donc manipuler le processus décisionnel. Les non-experts sont généralement considérés comme étant plus naïfs et moins compétents pour donner des avis étayés'.

Pour remédier à cela, il convient de développer des sources et des canaux d'information de meilleure qualité et adaptés au public, allant au-delà des simples explications scientifiques sur les déchets radioactifs et le fonctionnement des centrales nucléaires.

On a suggéré à une table de discussion de commencer par une information qui se transformerait ensuite en une participation active des citoyens afin "d'enrichir le subconscient collectif avec une vision autre que purement scientifique de la gestion des déchets nucléaires".

Un groupe d'étudiants a souligné qu'une expertise approfondie n'était pas une condition préalable pour contribuer au débat. Ils ont constaté qu'en étudiant des documents pertinents et en comprenant certains principes théoriques, ils étaient rapidement en mesure d'échanger, de comparer et de résumer des idées intéressantes. Ils n'en sont pas moins restés convaincus de la complexité du problème. Le groupe a aussi dit être séduit par la méthode des partenariats pour le stockage en surface des déchets A : "Cette évolution de l'information vers la participation dans les communes de Mol et Dessel, en province d'Anvers, est un bon exemple. Des communautés locales impliquées et bien informées ont accepté de stocker des déchets radioactifs en échange d'une compensation." Les étudiants préconisent de poursuivre et même d'étendre des modèles similaires au niveau national et supranational.

Clarifier les rôles et les responsabilités

Il est essentiel de clarifier qui prend les décisions et qui assume quelles responsabilités dans le cadre d'un processus décisionnel graduel et transparent. Un organe indépendant de surveillance devrait suivre et contrôler le processus décisionnel.

Impact de l'avenir de l'énergie nucléaire

Dans de nombreuses discussions, la question de l'avenir des déchets radioactifs est apparue imbriquée dans les débats sur l'avenir de l'énergie nucléaire. Cela dépasse certes le cadre du présent processus, mais ces sujets sont tellement liés qu'il est difficile de les dissocier



THÈME : National ou international

L'Europe et l'Agence internationale de l'énergie atomique exigent que chaque pays soit lui-même responsable de la gestion à long terme de ses déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie. L'arrêté royal belge d'octobre 2022 demande d'étudier aussi la possibilité d'un stockage partagé avec d'autres pays. Qu'en pensent les participants au Tour de Belgique : une solution nationale ou internationale ?

Le thème le plus populaire

Le choix entre une installation de stockage purement nationale ou développée et partagée dans le cadre d'une coopération internationale a sans aucun doute été l'une des questions les plus brûlantes aux tables de discussion. Une vingtaine de tables (chaque table se composait généralement de 6 à 8 participants, si bien qu'avec un grand nombre de participants il y avait chaque fois plusieurs tables traitant du même sujet) ont abordé cette question, la majorité d'entre elles voyant des avantages considérables dans un stockage international partagé.

Plusieurs arguments sont avancés en faveur d'un stockage international, allant de raisons techniques à des raisons éthiques : la coopération peut déboucher sur un concept de stockage optimisé sur le plan technique, il y a plus de chances de trouver des sites appropriés si on les cherche dans une zone plus vaste, il devient plus facile d'éviter les régions densément peuplées ou d'intérêt écologique, la centralisation peut rendre le projet financièrement plus efficient et des fonds peuvent être mis en commun. En outre, il faut moins de sites de stockage, ce qui est bénéfique pour la sécurité et simplifie l'information des générations futures.

À côté de ces avantages pratiques, des arguments éthiques et politiques sont également invoqués : le problème des déchets radioactifs dépasse les frontières nationales et son horizon temporel s'étend sur de nombreuses générations. Il est nécessaire d'adopter une perspective plus large, qui va au-delà des intérêts nationaux. Le partage de connaissances peut aider des pays dans le monde entier à trouver des solutions sûres pour leurs déchets nucléaires, tout en promouvant la solidarité dans la recherche de solutions.

Quel rôle joue l'UE ?

La question qui se pose est de savoir où se situe l'Union européenne dans ce tableau. Certains participants suggèrent qu'au cas où un projet international voit le jour, il devrait être mis en œuvre au niveau de l'UE, étant donné les structures institutionnelles, juridiques et économiques disponibles et offertes par l'Union pour coordonner les actions nécessaires.

Il y a cependant aussi des observations critiques. Ainsi, les stocks de déchets et les critères d'acceptation entre les pays européens ne sont pas encore suffisamment harmonisés pour permettre un stockage commun.

Et du point de vue de la sécurité, il serait peut-être plus judicieux de construire non pas un mais un nombre limité de stockages en Europe, ce qui donnerait l'occasion de concevoir des stockages adaptés à des types de déchets plus spécifiques.

Un stockage partagé soulève aussi quelques réflexions critiques : l'objectif ne peut pas être de 'transférer' les déchets radioactifs de pays prospères vers des pays plus pauvres. Un participant critique souligne par ailleurs que chaque pays a fait le choix de l'énergie nucléaire en toute autonomie et doit donc assumer la responsabilité de ses propres déchets.

THÈME : Choix du site

Comment déterminer l'endroit en Belgique où nous allons enfouir géologiquement les déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie ? Quels sont les critères qui interviennent ? Quelles sont les étapes nécessaires pour faire un choix ? Faut-il avoir à l'esprit des considérations sociétales ou s'agit-il uniquement de garantir la sécurité ? En quoi est-il important d'impliquer la société dans le choix du site de stockage ?

La sécurité avant tout

Il semble y avoir un consensus parmi les participants au Tour de Belgique sur le fait que la sécurité est le critère suprême pour déterminer l'emplacement d'un stockage géologique de déchets radioactifs.

Les participants traduisent diversement ce critère central en recommandations ou conseils concrets, depuis 'les décisions doivent être étayées par la science', 'les décisions de base doivent reposer sur des fondements techniques et scientifiques' jusqu'à 'la science doit l'emporter' et 'le climat politique est si instable que nous devons nous appuyer principalement sur des arguments technico-scientifiques' en passant par 'ne laissons que des personnes compétentes décider de l'emplacement du stockage'.

Simplement informer ou aussi réellement impliquer ?

Certains participants mettent l'accent sur le besoin de clarté, de transparence et d'ouverture durant le processus de sélection du site de stockage géologique ainsi que sur le besoin d'information des communautés vivant à proximité du site.

D'autres recommandent avec insistance que les communautés locales soient impliquées activement et à un stade précoce dans le processus décisionnel afin de garantir une approche plus inclusive. On ne fait que très sporadiquement mention de la possibilité de proposer aux communautés locales une forme de compensation si elles acceptent qu'une installation de stockage géologique soit établie sur leur territoire. Il ne s'agit manifestement pas d'un sujet qui a fait l'objet de discussions intenses lors du Tour de Belgique.

Critères complémentaires

Outre l'accent mis en priorité sur la sécurité, les normes techniques et l'adhésion des communautés locales, certains soulignent l'importance de critères complémentaires. Ils songent entre autres à des projets souterrains (exploitation minière, géothermie, stockage de gaz,...), à l'utilisation du sol en surface (par exemple, pas dans des zones densément peuplées), à des zones d'intérêt naturel et à l'impact sur la biodiversité. Il convient également d'être attentif aux effets potentiels du changement climatique sur la stabilité et la sécurité futures des sites de stockage.

THÈME : Quand prendre la décision définitive ? ... au sujet de la réversibilité des décisions et de la récupérabilité des déchets

Il faudra peut-être un siècle avant qu'une installation de stockage en profondeur soit autorisée et construite et que les déchets soient enfouis. Quand prendrons-nous la décision finale ? Voulons-nous laisser l'installation ouverte pendant un certain temps pour pouvoir récupérer éventuellement les déchets ou bien la sceller dès que possible ? Est-ce que nous attendons que de nouvelles technologies permettent une approche alternative ? Ou bien préférons-nous laisser les générations futures décider ?

De la flexibilité pour préserver l'autonomie des générations futures

Les participants au Tour de Belgique interprètent principalement la réversibilité des décisions dans le contexte de l'émergence possible de nouvelles technologies offrant une meilleure solution technique et préservant ainsi l'autonomie des générations futures. Ils ne veulent pas imposer à ces générations des décisions prises par leurs parents ou grands-parents et sur lesquelles elles ne pourraient pas revenir. Certains font néanmoins remarquer que le choix de revenir sur une décision antérieure doit être soigneusement soupesé car cela peut entraîner des problèmes de sécurité ou des coûts supplémentaires.

Récupérabilité

Pour beaucoup de participants, le concept de récupérabilité des déchets est étroitement lié à la réversibilité des décisions. La question de savoir s'il faut ou non permettre de récupérer les déchets a retenu l'attention de 13 tables de discussion. Certains partisans de cette possibilité font valoir que ce qui est un déchet aujourd'hui sera une ressource précieuse demain. Il ne serait pas raisonnable de ne pas donner aux générations futures une marge de manœuvre en cas d'avancée scientifique. D'autres pensent qu'un stockage 'ouvert' permet d'intervenir plus facilement si un accident ou un problème de sécurité survient.

D'un autre côté, certains indiquent que sceller un stockage le plus rapidement possible présente les meilleures garanties sur le plan de la sûreté et de la sécurité. On souligne aussi que le coût de la récupération des déchets ne sera jamais économiquement justifiable et qu'il s'agit en plus d'une activité opérationnelle qui comporte des risques supplémentaires pour les travailleurs, les riverains et l'environnement.

Technologies alternatives

De nombreux participants nourrissent l'espoir que les progrès technologiques accomplis au cours des 80 à 100 prochaines années – la période qui nous sépare du moment où les déchets de haute radioactivité seront effectivement enfouis dans un stockage géologique belge – seront tels que nous aurons découvert d'ici là de nouvelles méthodes pour traiter ces déchets. Ils plaident donc pour poursuivre les efforts en vue de financer et d'encourager la recherche sur ces technologies complémentaires ou alternatives.

THÈME : Qui paie quoi ? – Financement

Des infrastructures souterraines spéciales devront être construites pour pouvoir enfouir en sécurité les déchets de haute radioactivité et de longue durée de vie. Selon les principes de l'ONDRAF, c'est le pollueur qui doit payer pour cela. Mais comment s'assurer que les moyens financiers disponibles seront toujours là lorsque nous en aurons vraiment besoin pour la gestion à long terme des déchets radioactifs ? Ne s'agit-il pas en effet d'un projet avec un horizon temporel très éloigné ?

Tout est une question d'argent

Plusieurs groupes de discussion soulignent que le financement joue un rôle sous-jacent mais déterminant dans toutes les décisions que nous prenons. Même si nous privilégions la sécurité, l'adhésion de la population, l'équité et d'autres critères, nous ne pouvons pas faire abstraction du fait que la possibilité de financer toute décision constituera à l'avenir un élément crucial à prendre en compte, que nous le voulions ou non.

Quel pollueur paie ?

Le principe selon lequel le pollueur doit être le payeur fait l'objet d'un large consensus. D'aucuns considèrent que l'exploitant des installations nucléaires est le principal responsable et proposent, sur le modèle français, de nationaliser le secteur en cas de risque de faillite.

Mais certains groupes ont approfondi le sujet complexe de l'identité du 'pollueur'. De l'avis général, la question de savoir 'qui paie la facture' est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. De prime abord, la solution est simple : c'est le producteur des déchets qui paie. Mais plusieurs questions s'en suivent. Derrière ce producteur se trouve en effet le consommateur – nous-mêmes, y compris les pouvoirs publics. Nous avons tous profité d'une manière ou d'une autre des applications nucléaires, que ce soit en tant que consommateurs d'électricité, patients dans les hôpitaux, passagers des transports publics ou automobilistes sur une autoroute éclairée. Nous devons donc tous supporter une partie des coûts.

Certains soulignent cependant que ces coûts doivent être équitablement répartis, sans que les personnes vulnérables ne subissent une charge disproportionnée au travers de leur facture d'énergie. C'est un domaine auquel nos mandataires politiques doivent travailler, ont-ils indiqué.

Un fonds pour les générations futures

Bien que les détails du Fonds Hedera aient encore été vagues au moment des discussions dans le cadre du Tour de Belgique, certains débatteurs suivaient la même piste et envisageaient la création d'un fonds autonome pour l'avenir.

Ce fonds, financé par des contributions du secteur nucléaire, devrait être géré de manière indépendante et utilisé uniquement lorsque le stockage géologique – ou une solution alternative – est réellement sur le point d'être mis en œuvre. La gestion de ce fonds doit être transparente et contrôlée par des organes compétents, au sein desquels les citoyens pourraient également jouer un rôle.

Colofon

PRÉSENTS POUR LE FUTUR

RAPPORT TOUR DE BELGIQUE

Processus participatif avec des organisations de la société civile

Cette publication est également disponible en néerlandais sous le titre : RAPPORT Ronde van België Traject met organisaties en middenveld

AUTEURS

Jan Maquet, KPMG
Peter Raeymaekers, LyRaGen
Stef Steyaert, Participant

COÖRDINATION POUR LA FONDATION ROI BAUDOIN

rue Brederode 21 1000 Bruxelles
Gerrit Rauws, Directeur
Brigitte Duvieusart, Head of Strategy and Knowledge

CONCEPT Graphique/ Lay-out

Inge Ferwerda, UMOJA gvc

© PHOTO'S Jo Excelmans

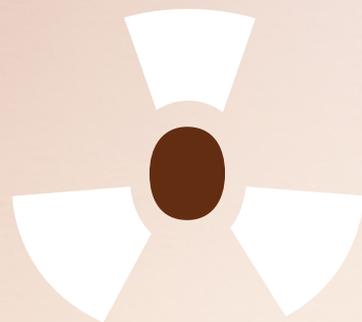
RAPPORT DE LA PLATEFORME DE DISCUSSION SUR LE SITE WEB

D/2848/2024/05

3956

FEVRIER 2024

Cette publication est disponible sur le site [Présents pour le Futur](#)



Fondation
Roi Baudouin

Agir ensemble pour une société meilleure